« La Convention des Droits de l'Enfant appliquée aux enfants privés de famille.

13,14 et 15 décembre 2011, Port au Prince

International Social Service
Service Social International
Servicio Social Internacional

General Secretariat • Secrétariat général • Secretariado General

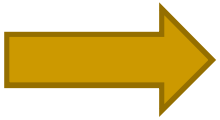
Le SSI et le CIR

- ## Le Service Social international
  - Fondé en 1924 pour venir en aide aux familles en migration
  - Actuellement, un réseau actif dans près de 100 pays à travers le monde
  - Activités principales: situations impliquant des familles vivant dans des pays différents, aide aux migrants, mineurs non accompagnés, médiation familiale, etc.

- ## Le Centre International de Référence pour les droits de lœenfant privé de famille
  - Créé suite à lœadoption de la Convention de La Haye de 1993
  - Financé par 20 pays
  - Activités principales: Bulletin mensuel, traitement des requêtes, recherche, etc.
  - Projets spécifiques: missions dœévaluation (Rwanda 2002, Moldavie 2006, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Kyrgyzstan 2007, Vietnam 2009, Côte dœIvoire, Guatemala 2010, laos 2011); révision législative (Chypre, Mauritanie, Moldavie 2008); formation (Roumanie, Kyrgyzstan 2007), etc.

La Convention de l'ONU sur les Droits de l'Enfant (CDE)

- Finalisée le 20 novembre 1989
- Entrée en vigueur le 2 septembre 1990



introduit une nouvelle vision de l'Enfance : sujet de Droit et acteur social.

- le traité relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié de l'histoire.

193 pays ont ratifié la CDE.

La Convention de l'ONU sur les Droits de l'Enfant (CDE)

Haïti	Signature 26 janvier 1990	Ratification 8 juin 1995

Les principes fondamentaux:

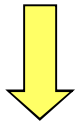
- L'intérêt supérieur de l'enfant (art.3)
- La non discrimination (art. 2)
- Le droit à la survie et au développement (art. 6)
- Le droit à la libre expression et à la prise en considération de son opinion (art. 12)

UNE VISION COMPLETE DE L'ENFANT
COMME SUJET DE DROIT

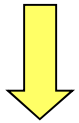
Les principes fondamentaux:

L'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3)

Intérêt de l'enfant = considération primordiale



Évaluer la meilleure solution pour l'enfant

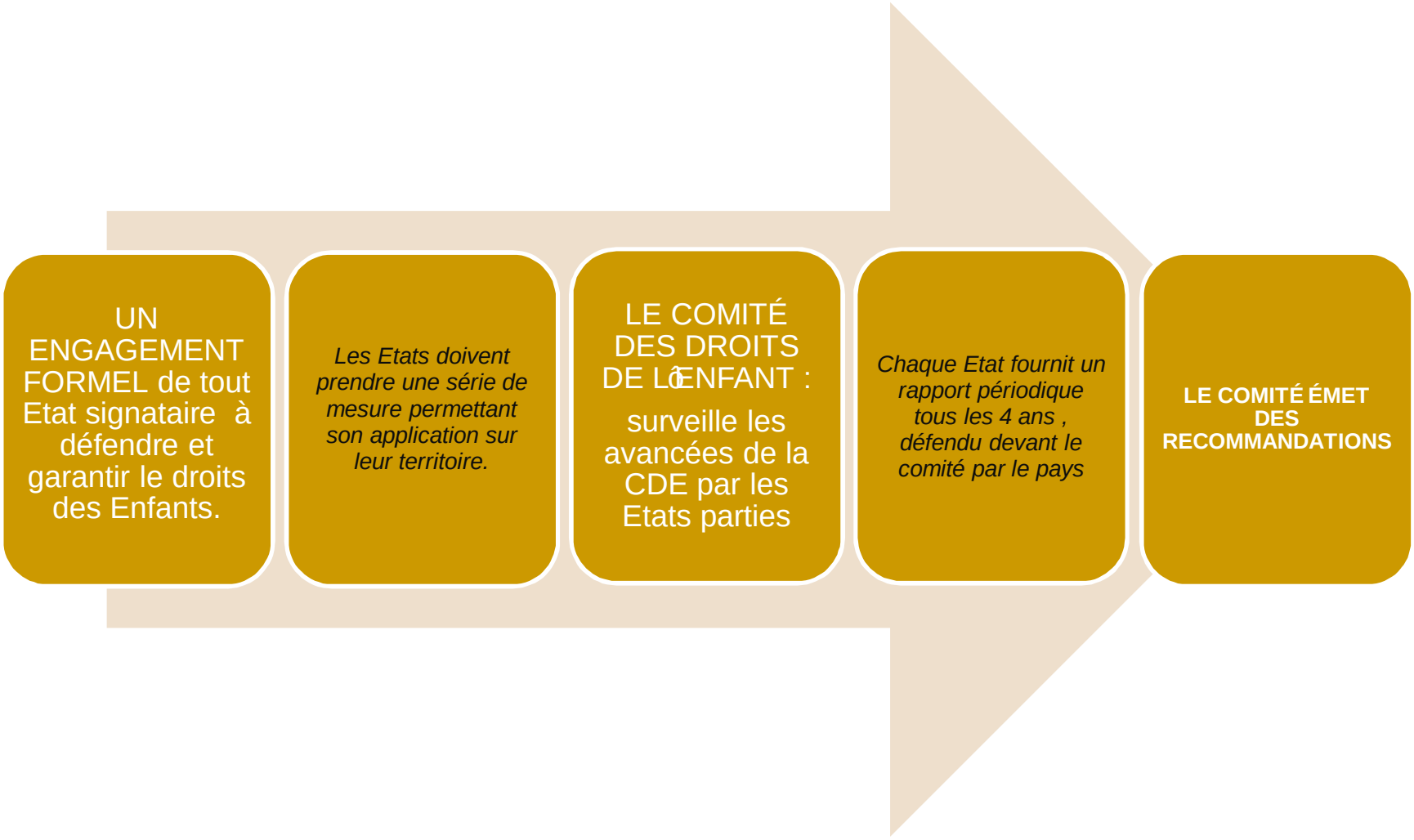


Choisir la mesure de protection la plus appropriée pour son bon développement et son meilleur épanouissement

Les dispositions sur le droit des enfants privés de famille

- Le droit à lœenregistrement de lœenfant dès sa naissance (art.7)
- Le droit de vivre dans un milieu familial (préambule)
- Le droit de maintenir ses relations familiales et de ne pas être séparé de ses parents (art.8 et 9)
- **Le droit à une protection spéciale en cas de séparation temporaire ou définitive du milieu familial (art 20 et 21)**

La Mise en œuvre de la CDE



Exemples de recommandations du Comité des Droits de l'Enfant.

- Burundi (octobre 2010)

«Le Comité recommande à lÖÉtat partie de fournir davantage dôinformations et de données sur les adoptions nationales et internationales, de veiller à ce que le principe de lôintérêt supérieur de lôenfant guide le processus dôadoption et dôaméliorer le suivi de la situation des enfants adoptés.»

- Guatemala (octobre 2010)

«Le comité recommande de renforcer les programmes communautaires et de promouvoir la formule des familles dôaccueil, de fournir des services adéquats et une aide spécialisée dans les institutions, en se fixant pour priorité de retirer les plus jeunes enfants des centres et de ne recourir au placement en institution quôen dernier recours»

Recommandations du CRC

- Haïti, 2003

«Le comité recommande de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre à l'institut du bien-être social et de recherche de procéder à un réexamen périodique du placement de tous les enfants séparés de leurs parents, qu'ils soient placés en institution ou en famille d'accueil.»

- Suède, 2009

«Le comité recommande de protéger le milieu familial naturel en priorité et de veiller à ce que le retrait de la famille et le placement en famille dôaccueil ou autre institution ne se fassent que dans le souci de lôintérêt supérieur de lôenfant.»

Les outils à disposition:

- La possibilité de solliciter une assistance technique selon lâarticle Article 45 (b)

« Pour promouvoir l'application effective de la Convention et encourager la coopération internationale dans le domaine visé par la Convention, le Comité transmet, s'il le juge nécessaire, aux institutions spécialisées, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et aux autres organismes compétents tout rapport des Etats parties contenant une demande ou indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques, accompagné, le cas échéant, des observations et suggestions du Comité touchant ladite demande ou indication ».

Le droits des enfants privés de leur milieu familial. Article 20.

- Protection et Aide spéciales de lôEtat
- Conforme à la législation nationale
- Les états doivent apporter des mesures de remplacement temporaires et permanentes en fonction de lôintérêt de chaque enfant.
- Continuité dans les réponses apportées aux enfants.

Les droits de l'enfant dans l'adoption article 21.

- L'adoption n'a lieu que si elle répond à l'intérêt supérieur de l'enfant (dont l'adoption est envisagée!)
- L'adoption est subsidiaire aux autres mesures de protection.
- L'enfant est légalement adoptable et est en mesure de bénéficier d'une telle mesure (adoptabilité psycho-sociale).
- Les consentements requis ont été valablement obtenus.
- Il n'y a pas eu de gains matériels indus.

La ClaH93 comme outil de mise en ouvre de la CDE

- Les principes fondamentaux de la CDE se retrouvent dans la ClaH 93
  - Le respect de lôintérêt supérieur de lôenfant
  - Le principe de double subsidiarité
  - La prévention des abus
  - La coopération
- La ClaH est avant tout un outil pratique
- Sa mise en î uvre relève de la responsabilité des Etats signataires

Objectifs et principes des Lignes Directrices : un outil concret pour les professionnels de la protection de l'enfance.

- Vise à améliorer la mise en î uvre de la CDE.
- Se base sur lâarticle 20/21 de la CDE
- Prise en charge alternative lorsquâelle est nécessaire et appropriée (hors mesure dâadoption)
- Séparation de lâenfant avec sa famille = mesure de derniers recours
- Priorité aux mesures de prise en charge alternative de type familial et respect des besoins individuels de lâenfant.

Les lignes directrices et la protection des enfants en situation d'urgence.

- Prévenir la séparation dâavec la famille.
- Solution de protection de remplacement.
- Recherche de la famille et retour dans la famille.

site SSI : www.iss-ssi.org

rubrique « Que faisons-nous»

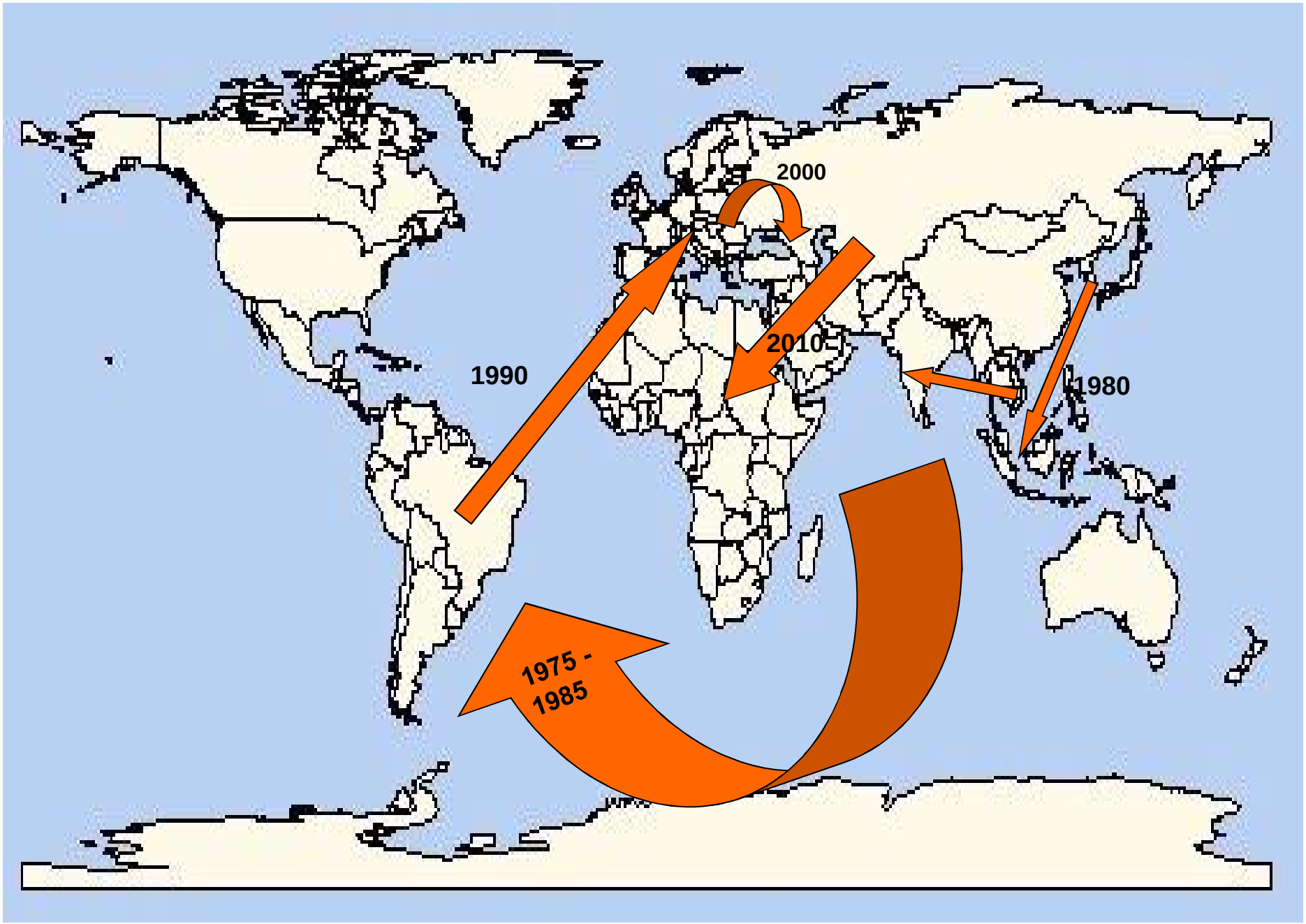


image SSI/CIR

Tableau 2 : Nombre dâadoptions internationales par pays dâorigine vers les 12 premiers pays dâaccueil							
Pays	**2009**	**2010**		**Pays**	**2009**	**2010**	
Chine	4589	4672	+	**Taiwan**	366	310	-
Ethiopie	4010	3977	-	**Kazakhstan**	365	434	+
Russie	3534	3158	-	**Thaïlande**	246	124	-
Ukraine	1411	1091	-	**Afrique du Sud**	182	71	-
Corée du Sud	1362	991	-	**Nigeria**	156	236	+
Colombie	1287	1549	+	**Bulgarie**	141	230	+
Vietnam	1146	1243	+	**Mali**	121	123	+
Haïti	1086	1361	+	**RDC**	119	166	+
Guatemala	768	55	-	**Ghana**	107	128	+
Inde	582	473	-	**USA**	106	147	+
Philippines	453	413	-	**Lettonie**	99	120	+
Brésil	427	373	-	**Hongrie**	97	117	+
Pologne	378	307	-				

Image SSI/CIR

Proportions:

- 15 pays conventionnés sur les 25 premiers pays dœorigine en 2010

- Mais seulement 9208 dossiers conventionnés sur 21 869

= 58 % des procédures dâadoption viennent de pays non La Haye.

Tendances: pays d'origine

- La diminution du nombre d'enfants en besoin d'adoption internationale dans certains pays d'origine s'explique:
  - ➢ en raison de l'amélioration des conditions économiques, sociales et politiques, du développement de la contraception, ainsi que de l'évolution des mentalités à l'égard des naissances hors mariage;
  - ➢ grâce au développement de politiques sociales d'aide aux familles;
  - ➢ par le développement de l'adoption nationale dans les pays d'origine (principe de subsidiarité).

L'évolution de l'Inde et la Corée:

	INDE		COREE	
	International	**Domestique**	**International**	**Domestique**
1989	1,213	757	4,191	1,872
1990	1,272	1,075	2,962	1,647
1991	1,190	936	2,197	1,241
1996	990	1,623	2,080	1,229
2001	1,298	2,533	2,436	1,770
2002	1,066	2,740	2,365	1,649
2003	1,024	2,585	2,287	1,564
2004	1,021	2,294	2,258	1,641
2005	867	2,284	2,101	1,461
2006	852	2,409	1,899	1,322
2007	770	2,405	1,265	1,388
Proportion adoptions internationales	**1990**	**54%**	**1990**	**64%**
	2001	**34%**	**2000**	**58%**
	2007	**24%**	**2007**	**48%**

Source «The movement of children for transnational adoption», P. Selman, Newcastle University, October 2008

➢ Mise en place de règles plus strictes de la part des pays dôorigine:

- Critères dœligibilité des candidats plus strictes (Chine, Russie),
- Mise en place de quotas (Thaïlande, Ukraine, Inde);
- Suspension temporaire (Inde, Cambodge, Guatemala, Moldavie, Népal, Kazakhstan), voir interdiction (Roumanie, Argentine, Paraguay) de lâadoption internationale

- Augmentation du nombre des pays dôorigine ayant ratifié la Convention de La Haye

Haïti 2003-2010

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Canada	150	159	115	123	88	148	89	236	1,075
Belgique	7	6	4	1	0	3	1	14	36
France	542	507	475	571	403	731	651	992	4,369
Allemagne	NA	35	37	23	31	61	30	62	279
Italie	6	9	13	2	2	0	0	0	34
Luxembourg	NA	NA	1	1	7	8	3	14	34
Pays-Bas	69	42	51	41	28	91	60	108	489
Espagne	17	36	24	15	22	0	0	0	121
Suisse	9	7	8	10	12	4	9	16	68
USA	250	356	231	309	190	301	380	133	3,217
Total	1,050	1,157	959	1,096	783	1,347	**1,223**	**2,107**	9,736

Image SSI/CIR

Tableau 1 : Evolution du nombre d'adoptions internationales depuis 2003

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
USA[1)]	21 616	**22 884**	22 728	20 679	19 613	17 433	12 753	11058
Italie	2 772	3 402	2 874	3 188	3 420	3 977	3 964	**4130**
France	3 995	4 079	**4 136**	3 977	3 162	3 271	3 017	3504
Espagne	3 951	**5 541**	5 423	4 472	3 648	3 156	3 006	2891
Canada	**2 180**	1 955	1 871	1 535	1 712	1 208	1411	2006
Allemagne	**1 720**	1 632	1 453	1 388	1 432	1 251	1025	980
Suède	1 046	**1 109**	1 083	879	800	793	912	551
Pays-Bas	1 154	**1 307**	1 185	816	782	767	682	705
Danemark	522	527	586	448	429	395	498	419
Suisse	**722**	658	452	455	394	497	444	301
Australie	472	502	**585**	576	568	440	441	222
Norvège	714	706	582	448	426	304	344	353
Total	39 670	**43 142**	41 921	38 285	35 818	32 834	27 691	27120

Image SSI/CIR

Tendances: pays d'accueil

- Maintien d'une demande importante de la part des candidats à l'adoption internationale (importantes listes d'attente)
- Persistance des idées préconçues

(«adoption humanitaire»)

- Recherche des pays « où il est encore possible d'adopter » (Afrique)
- Rôles et implication des pouvoirs publics et des organismes agréés différents selon les pays (Pays-Bas)

Merci de votre attention !